

diens, de vendre de Havilland à Boeing séparément. C'est pourquoi nous avons opté pour cette solution.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE LE RENVOI DE LA QUESTION À UN COMITÉ

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Je pourrais peut-être poser ma question supplémentaire au premier ministre, monsieur le Président. Le ministre a dit que le gouvernement avait changé d'avis au sujet d'une politique importante pour l'avenir de l'industrie aérospatiale. Vous avez promis une stratégie aérospatiale et vous l'avez abandonnée. Ne serait-il pas normal de soumettre un changement d'orientation politique aussi important à un comité de la Chambre au lieu d'abandonner cette stratégie sans expliquer pourquoi?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, encore une fois, les affirmations du député ne sont pas fondées. Il ne s'agissait pas d'une politique. J'ai bien expliqué au député que nous avons examiné la situation et que nous avons constaté qu'il serait plus avantageux pour les contribuables canadiens, que nous représentons, de procéder ainsi et que le marché que nous proposons de conclure servira les intérêts de toute la population du pays. L'industrie aérospatiale est d'accord et la plupart des éditoriaux publiés dans les journaux du pays soutiennent également cette initiative.

L'OBLIGATION DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE DE RENDRE DES COMPTES AU PARLEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma dernière question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Votre gouvernement, votre parti ont promis . . .

Des voix: Règlement!

M. Cassidy: . . . que cette industrie demeurerait canadienne. Vous avez promis de la laisser entre les mains de la société de la Couronne.

Des voix: Règlement!

M. le Président: A l'ordre! Si la Chambre proteste, c'est sans doute parce que le député devrait savoir qu'il faut adresser les questions à la présidence et non pas directement aux intéressés.

M. Cassidy: Je m'en excuse. Par votre intermédiaire, monsieur le Président, je rappelle que le 21 août 1984, le ministre des Finances actuel a déclaré:

Nous ferons en sorte que cette société de la Couronne et toutes les autres rendent davantage de comptes au Parlement.

S'agissait-il d'une promesse conservatrice sérieuse ou encore d'une promesse en l'air, comme nous avons pu le constater depuis dix jours?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, nous avons eu de nombreuses occasions de discuter de cette transaction à la Chambre. Nous aurons encore bien des occasions de le faire par les voies normales.

Questions orales

Nous vendons de Havilland à Boeing parce que c'est avantageux pour les contribuables canadiens.

Une voix: Pourquoi ne citez-vous pas un journal?

M. de Cotret: Oui, le député aime les citations. Permettez-moi de vous citer un extrait d'un article paru dans la *Gazette* du 4 décembre:

Il vaut mieux confier ce genre d'entreprise à des gens possédant la compétence et la formation acquises dans un environnement commercial plutôt qu'à des bureaucrates.

Des voix: Bravo!

* * *

● (1425)

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—ON DEMANDE LE DÉPÔT DES ÉTUDES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, c'est au premier ministre que je m'adresse. Aujourd'hui, le Canadian Centre for Policy Alternatives a publié deux importants rapports économiques qui indiquent que tout accord commercial canado-américain, contrairement à ce que prétend le gouvernement, serait une catastrophe économique pour le Canada. Jusqu'à maintenant, la réaction du gouvernement s'est limitée à un discours à New York, un discours à Chicago, et maintenant un supplément publicitaire dans le *New York Times* qui décrit le premier ministre comme le directeur des activités canadiennes d'une société commerciale nord-américaine.

Quand le gouvernement va-t-il déposer toutes les études qu'il a préparées au sujet des répercussions d'un accord commercial sur les emplois? Quant le premier ministre décidera-t-il de mettre un débat important sur la question à l'ordre du jour du Parlement, de façon que nous sachions de quoi il retourne?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la dernière fois que le député a fourni des prévisions à la Chambre . . .

Mme Copps: Le vice-président subalterne d'une société commerciale.

Des voix: Chut!

M. Mulroney: J'entends la douce voix de Noël.

La dernière fois que le député a pris la parole pour faire des prévisions, c'était, le compte rendu le confirmera, en novembre de l'année dernière, alors qu'il a prédit que les politiques économiques du gouvernement se solderaient par une perte de 200,000 emplois. En fait, nous avons créé 416,000 nouveaux emplois. Il se trompait de près de trois quart de million d'emplois.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Personne ne s'étonnera . . .

M. Hopkins: Des emplois à temps partiel.